

Soutenir la participation des personnes en situation de pauvreté à la gouvernance d'un projet de recherche-action participative (RAP) : défis et leçons à partir d'un projet de recherche sur l'autonomie alimentaire

Supporting the participation of people living in poverty under the governance of a participatory action research (PAR) project: challenges and lessons learned from a research project on food autonomy

Sophie Dupéré¹, Lucie Gélineau², Émilie Dufour³, Marie-Josée Dupuis⁴,
Collectif VAATAVEC

¹ Faculté des sciences infirmières, Université Laval, Québec, Canada, sophie.dupere@fsi.ulaval.ca

² Département de psychosociologie et travail social, UQAR, Québec, Canada, lucie_gelineau@uqar.ca

³ Conseillère en développement collectif, Communagir, Québec, Canada, e.dufour@communagir.org

⁴ Responsable de la recherche, Collectif pour un Québec sans pauvreté, Québec, Canada, marie-josee@pauvrete.qc.ca

RÉSUMÉ. Les pratiques utilisées pour soutenir la participation des personnes en situation de pauvreté comme co-rechercheuses dans le cadre de recherche-action participative (RAP) ont été peu décrites. Après avoir présenté le cadre de réalisation d'une RAP sur la sécurité alimentaire, nous abordons des défis significatifs rencontrés pour pérenniser la participation des personnes les plus marginalisées à la gouvernance d'un projet de recherche, au-delà du rôle alibi auquel elles sont trop souvent cantonnées dont : la création de liens de confiance, le développement d'une vision commune, l'identification des contraintes à la participation, la tenue en compte des relations de pouvoir. Nous présentons des stratégies d'action développées, afin de relever les défis et enjeux en présence, en nous appuyant sur un guide co-construit par notre équipe de recherche. Des voies sont proposées pour impulser le déploiement des pratiques AVEC les personnes ayant vécu la pauvreté dans la gouvernance de projets de recherche.

ABSTRACT. The practices used to support people living in poverty who are participating as co-researchers in a participatory action research (PAR) project have been little documented. After presenting the framework for carrying out a PAR on food security, we discuss the significant challenges encountered in sustaining the participation of the most marginalized people, beyond the alibi role to which they are too often confined, including the creation of bonds of trust, the development of a shared vision, the identification of constraints to participation, and the consideration of power relations. We present action strategies developed based on a guide co-constructed by our research team. We suggest ways to promote the deployment of participatory practices in the governance of research projects.

MOTS-CLÉS. Recherche action participative, Personnes en situation de pauvreté, Pauvreté, Méthodologies participatives, Gouvernance participative, Principes et stratégies de recherche, *Empowerment*.

KEYWORDS. Participatory action research, People experiencing poverty, Poverty, Participatory methodologies, Participatory governance, Principles and strategies of research, Empowerment.

Introduction

Les personnes vivant avec de faibles revenus et marginalisées sont sous-représentées dans la recherche en sciences sociales et en santé et leur participation pose une diversité de défis méthodologiques et éthiques [BON 14] [ALD 15] [LOI 18]. L'exclusion de leurs voix gêne la compréhension fine des problématiques sociales et de santé à l'étude et perpétue les déséquilibres de pouvoir existants dans la production scientifique. Ceci contribue à reproduire, voire creuser, les inégalités sociales. Une question se pose dans ce contexte: Comment pouvons-nous impliquer plus

significativement les personnes à faible revenu et marginalisées dans la réalisation de nos recherches ? Les approches de recherche action participative (RAP) apparaissent comme un moyen de faire entendre les voix des personnes ayant l'expérience de vécu de la pauvreté car elles reconnaissent leurs expertises particulières et leur droit de prendre la parole [HUM 78] [FRE 82] [BEN 04] [ATD 06] [ATD 12]. D'une part, ces approches permettent d'améliorer la compréhension des réalités vécues de la pauvreté et des inégalités sociales et d'élaborer des programmes et politiques qui ont du sens pour les personnes concernées, contribuant ainsi à diminuer les inégalités sociales et de santé [LOI 18] [WAL 18]. D'autre part, elles apportent des bénéfices aux participant.e.s en développant leur pouvoir d'agir. Elles contribuent non seulement à déconstruire les représentations de la pauvreté dans la société, mais aussi à légitimer les revendications des personnes ayant vécu la pauvreté à l'exercice de leurs droits et à la pleine citoyenneté [BEN 04]. La recherche participative a ainsi le potentiel de poser le débat nécessaire des enjeux de pouvoir au sein de la recherche et de la production scientifique [DUF 12] et par le fait même, de contribuer à réduire les inégalités épistémiques [GOD 20] [CAR 17] [WAL 19].

Les recherches participatives sont en plein essor, mais elles font l'objet de plusieurs controverses. Lorsqu'on examine de près le corpus d'études utilisant ces approches, on remarque rapidement l'hétérogénéité des approches de recherche dites collaboratives, participatives, ou partenariales qui engagent différemment les personnes en situation de pauvreté, avec des valeurs, des finalités et des niveaux d'intensité différents [CAR 08] [GOD 20]. Certaines de ces recherches engagent simplement le dialogue et la consultation s'appuyant sur une collaboration minimale avec les premier.e.s concerné.e.s tandis que d'autres impliquent ces personnes en tant que partenaires égaux dans tous les aspects de la recherche. De rares études sont initiées et menées par des intervenant.e.s ou des personnes non issues de l'université, soit de manière indépendante, soit avec l'accompagnement de chercheur.e.s invité.e.s à se joindre au projet [GEL 22]. La place et la reconnaissance des savoirs non académiques (savoirs expérientiels, traditionnels, de praticiens) dans la production de la connaissance scientifique sont fort différentes selon ces différentes approches. Ces savoirs peuvent être ignorés, instrumentalisés, délégitimés ou au contraire acquérir un poids égal aux savoirs académiques [HAL 17] [VIS 16] [GOD 20]. Cet ensemble de pratiques et d'approches hétérogènes fait en sorte qu'il est difficile d'apprécier les effets de la recherche participative dans la réduction des inégalités épistémiques, des inégalités sociales et dans l'acquisition de droits chez les personnes ayant un vécu de pauvreté. Des revues systématiques récentes dans le domaine de la santé ont ainsi constaté qu'un bon nombre de recherches dites participatives sont davantage de nature consultative [TIE 16] [JAG 12]. Dans les faits, les chercheur.e.s du monde académique détiennent encore souvent le pouvoir et le contrôle sur les processus de la RAP.

Cet article comporte trois parties. Dans la première, nous énonçons les postulats épistémologiques, valeurs et principes qui fondent notre approche de la RAP et nous décrirons le projet de RAP sur l'autonomie alimentaire qui s'est déroulé sur quatre ans et qui impliquait une diversité d'acteurs et d'organismes, dont des personnes en situation de pauvreté. Dans la seconde, nous abordons des défis significatifs rencontrés pour pérenniser la participation des personnes en situation de pauvreté à la RAP et les stratégies mises en œuvre pour y arriver. L'identification des stratégies s'appuie sur une réflexion collective de notre comité de recherche en réponse aux défis et enjeux en présence et d'un guide codéveloppé qui introduit des pratiques pour placer l'expertise de vécu de pauvreté au cœur des projets ainsi que des outils pour faciliter l'accompagnement, l'animation, la prise de décision ainsi que l'évaluation [COL 14]. En conclusion, nous réfléchissons sur les enjeux encore et toujours soulevés si l'on souhaite vraiment soutenir la participation des populations marginalisées à la RAP et aux apprentissages que nous avons faits à cet égard. Des

voies sont proposées pour impulser le déploiement des pratiques AVEC¹ les personnes vivant la pauvreté dans la gouvernance de projets de recherche.

1. Notre posture face à la RAP

Nos travaux s'inscrivent depuis plus de vingt ans dans les voies et pratiques où la participation est la plus marquée et celle des populations marginalisées est au cœur des préoccupations. Nous nous situons plus particulièrement dans une tradition de la RAP qui a pris ses racines en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud et qui a été développée en réaction aux approches de recherche scientifique positiviste et coloniale [FAL 91] [GEL 12] [REA 01] [FRE 73]. Ce sont les épistémologies postcoloniales et féministes qui ont éclairé les processus de domination à l'œuvre dans la production du savoir scientifique et soulevé la nécessité de réintégrer les savoirs mis de côté et disqualifiés dans l'espace public et dans la production de la science [MAG 87] [SHI 99] [VIS 16].

Certains engagements et valeurs clés sont considérés comme fondamentaux dans ce type de RAP, tels la possibilité ontologique d'une véritable science populaire qui ne reproduit pas simplement les visions du monde, les valeurs et les intérêts des groupes dominants [FAL 91] ainsi qu'un engagement en faveur de la justice sociale. C'est une tradition de recherche dans laquelle les

« non expert.e.s scientifiques sont considéré.e.s comme des chercheur.e.s à part entière, aptes à produire rigoureusement des connaissances scientifiques afin d'agir dans une perspective de droits et de justice sociale, sur les structures perpétuant les inégalités sociales et l'asservissement » [GEL 12, p.37].

Pour nous [GEL 12], les RAP qui s'inscrivent dans cette voie prônent quatre droits fondamentaux pour les personnes qui ne sont pas des expert.e.s académiques, à savoir : 1) le droit de produire des connaissances considérées comme scientifiques; 2) le droit de parole de celles qui vivent des situations de pauvreté, d'exclusion, de subordination ou de marginalité, à titre d'expert.e.s de vécu; 3) le droit pour ces dernières de penser et d'être reconnues dans leur capacité d'analyse critique; et 4) le droit de Cité qui accorde la possibilité aux expert.e.s de vécu de revendiquer une propriété intellectuelle sur les savoirs scientifiques qu'ils ont contribué à produire. Cette tradition de recherche spécifique prend appui sur deux éléments importants au cœur de son parti-pris participatif : un degré maximal de conscientisation politique ainsi qu'une appropriation du processus de recherche scientifique par des acteurs non universitaires.

Les RAP effectuées dans cette tradition ne sont pas pour autant dépourvues de frictions conflictuelles et de défis sur le plan des relations de pouvoirs [GOD 20]. Si ces défis ont été décrits dans la littérature, peu a été dit sur les pratiques et les moyens concrets utilisés pour soutenir l'inclusion et la participation des personnes en situation de pauvreté et celles qui permettent la reconnaissance de leurs savoirs particuliers et de tendre vers des rapports égalitaires [ALD 15] [SAN 17] [SAL 10] notamment à la gouvernance de ces projets. C'est ce que nous cherchons à mettre en œuvre dans nos projets et que nous avons spécifiquement documenté dans le cadre du projet VAATAVEC (Vers l'autonomie alimentaire pour touTEs : Agir et Vivre Ensemble le Changement AVEC)².

¹ Au Québec, l'approche AVEC a été développée par le Collectif pour un Québec sans pauvreté. Lorsque le terme AVEC apparaît ainsi en majuscule, il réfère spécifiquement à cette pratique d'inclure les personnes premières concernées, c'est à dire des personnes vivant des situations de pauvreté, dans la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale (CR-CSIS. (2022, 7 février).

Approche AVEC | Engage. <https://engageplus.org/fr/approche-avec.asp>). De cette mouvance de pratiques et de théorisation a émergé une approche de recherche-action participative dite « recherche AVEC ».

² L'acronyme VAATAVEC a été forgé en séance de travail intégrant l'ensemble des partenaires initiaux au projet, investis notamment dans une recherche initiale portée par des acteurs du milieu de la lutte à la pauvreté sur la sécurité alimentaire (voir <http://meresetmonde.qc.ca/publications/recherches-etudes/>) ; d'où le jeu sur le sens donné au terme AVEC (voir note 1). Le

2. Le projet VAATAVEC : orientation et objectifs du projet

Le projet de recherche VAATAVEC, déployé de 2012 à 2014 [DUP 14], a été élaboré, puis réalisé par un comité de recherche composé de 25 acteurs provenant de 11 organisations de divers types : des intervenant.e.s de la sécurité alimentaire, de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale et du réseau de la santé publique; des personnes en situation de pauvreté; des chercheur.e.s académiques et des étudiantes. Ce projet découlait de la volonté du milieu d'approfondir la réflexion sur l'accès aux aliments dans une perspective d'autonomie alimentaire. Il s'est inscrit dans la continuité d'une première série de travaux, dont une recherche-action participative (2010-2011) et le Partenariat-solidarité-familles-Limoilou (PSFL), qui ont permis de dégager des contraintes structurelles relatives à l'accès à l'alimentation saine [DUF 12]. En regard à notre recension des écrits, nous constatons la pertinence de nous ancrer dans les savoirs et les expertises des personnes en situation de pauvreté et de marginalité pour mieux comprendre l'origine des situations d'insécurité alimentaire, les stratégies d'accès à la nourriture ainsi que leur contexte d'utilisation.

En congruence avec notre posture épistémologique, cette RAP se particularisait par son approche de recherche AVEC, c'est-à-dire une approche participative spécifique où les personnes en situation de pauvreté sont reconnues comme expert.e.s de vécu et interagissent dans la production des savoirs comme co-chercheur.e.s. Le AVEC fut mis de l'avant par le Collectif pour un Québec sans pauvreté à la fin des années 1990, suite aux consultations visant à écrire une proposition citoyenne d'une loi pour éliminer la pauvreté. Le principe AVEC est le troisième principe de cette proposition qui stipule que

« les personnes en situation de pauvreté et les associations qui les représentent sont associées à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces mesures » (Collectif pour un Québec sans pauvreté, s.d.)³.

La perspective AVEC s'ancre notamment dans la vision des croisements de savoirs d'ATD Quart Monde, notamment des travaux de Joseph Wresinski [WRE 07]. Appliquer le principe AVEC, c'est permettre aux personnes vivant la pauvreté de faire valoir leurs savoirs, leurs expériences, leurs expertises et leurs analyses afin de transformer les mentalités, les cadres de références et les pratiques de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le projet VAATAVEC a été élaboré dans le cadre de six journées de travail tenues entre mai 2011 et janvier 2012. Il a été soutenu par une communauté de pratiques numérique regroupant des acteurs institutionnels et académiques afin de déposer auprès du Fonds Québécois de recherche sur la société et la culture une demande de financement qui sera finalement acceptée en 2012⁴.

Il fut impossible d'inclure des expert.e.s du vécu, c'est à dire des personnes ayant l'expérience de la pauvreté, lors de l'élaboration de cette demande faute de financement au développement. Celles-ci ont toutefois été intégrées dès la réception du financement. Les quatre premiers mois du projet ont ainsi été consacrés à adapter AVEC le projet de recherche, peaufiner les objectifs et développer les modalités du travail ensemble et de gestion partagée. En tant que membres de la sous-équipe opérationnelle du projet (appelée « équipe de recherche AVEC – ÉRA ») ainsi que du comité de gouvernance AVEC (appelé « comité de recherche – CR »), elles ont par la suite co-développé la stratégie de recherche (cartographie participative) ainsi que les outils de recrutement et de collecte de données. Elles ont participé aux activités de collecte de données en accueillant et en co-animaient des entretiens collectifs. Elles ont co-analysé les données, co-développé et mené plusieurs activités de diffusion des résultats de la recherche [DUP 14].

rapport du projet, dont le guide de pratiques AVEC en annexe, sont disponibles sur le site des Fonds de recherche du Québec : <https://frq.gouv.qc.ca/histoire-et-rapport/vers-une-autonomie-alimentaire-pour-tous-agir-et-vivre-ensemble-le-changement-2/>

³ Collectif pour un quebec sans pauvrete. (s.d).« Proposition pour une Loi sur l'élimination de la pauvreté »,

<https://www.pauvrete.qc.ca/a-propos-du-collectif/histoire-du-collectif/1998-2000-construire-la-loi/description-complete/>

⁴ FRQSC-2012-PC-164470

Les objectifs du projet VAATAVEC étaient : 1) d'approfondir la compréhension des stratégies d'accès alimentaire (dont le non recours aux ressources visant l'autonomie alimentaire) de personnes en situation de pauvreté et socialement exclues de trois territoires de la province de Québec (rural, semi-rural et urbain), en se concentrant sur les facteurs structurels; 2) d'explorer, de concert avec une diversité d'acteurs concernés (milieux décisionnels, de pratiques professionnelles et communautaires, secteur agroalimentaire, citoyen.ne.s), des pistes d'intervention pour améliorer les services, les programmes et les politiques vers une autonomie alimentaire pour tou.te.s; 3) de documenter, à partir de l'expérience des membres de notre comité de recherche, la portée du principe AVEC et ses modalités (nos outils, nos façons de faire et nos pratiques) dans le cadre de la démarche de recherche.

Puisque les objectifs visaient une compréhension fine du phénomène de l'autonomie alimentaire, une approche qualitative a été privilégiée (figure 1). Pour atteindre le premier objectif de recherche, l'ÉRA a mené des entretiens collectifs sur trois territoires en s'inspirant de la cartographie participative dite « de la mobilité, représentant qui va où, pourquoi et à quelle fréquence [CHA 06]. Les résultats de ces entretiens ont fait l'objet d'une analyse thématique [PAI 12], puis collective [DUF 12] avec le comité de recherche (CR) puis d'échanges réflexifs avec des acteurs clés de chacun des territoires (groupes de résonnance). Une seconde série d'entretiens collectifs et individuels ont ensuite été tenus sur chacun des territoires afin d'approfondir cette analyse. Pour le second objectif, nous avons réuni pendant une journée 80 personnes vivant en situation de pauvreté ou préoccupées par la question de l'autonomie alimentaire et d'autres issues de milieux de pratiques variés, certains ayant participé aux activités de recherches antérieures. L'approche des croisements de savoirs [GRO 99] a guidé cette collecte des données. Les résultats ont aussi été soumis à une analyse thématique. Pour le troisième objectif, nous avons mené des entretiens individuels et collectifs avec les membres de notre collectif de recherche (CR). Ce dernier volet méthodologique sera décrit en détails plus loin, notre réflexion reposant en partie sur les données qui y furent recueillies.

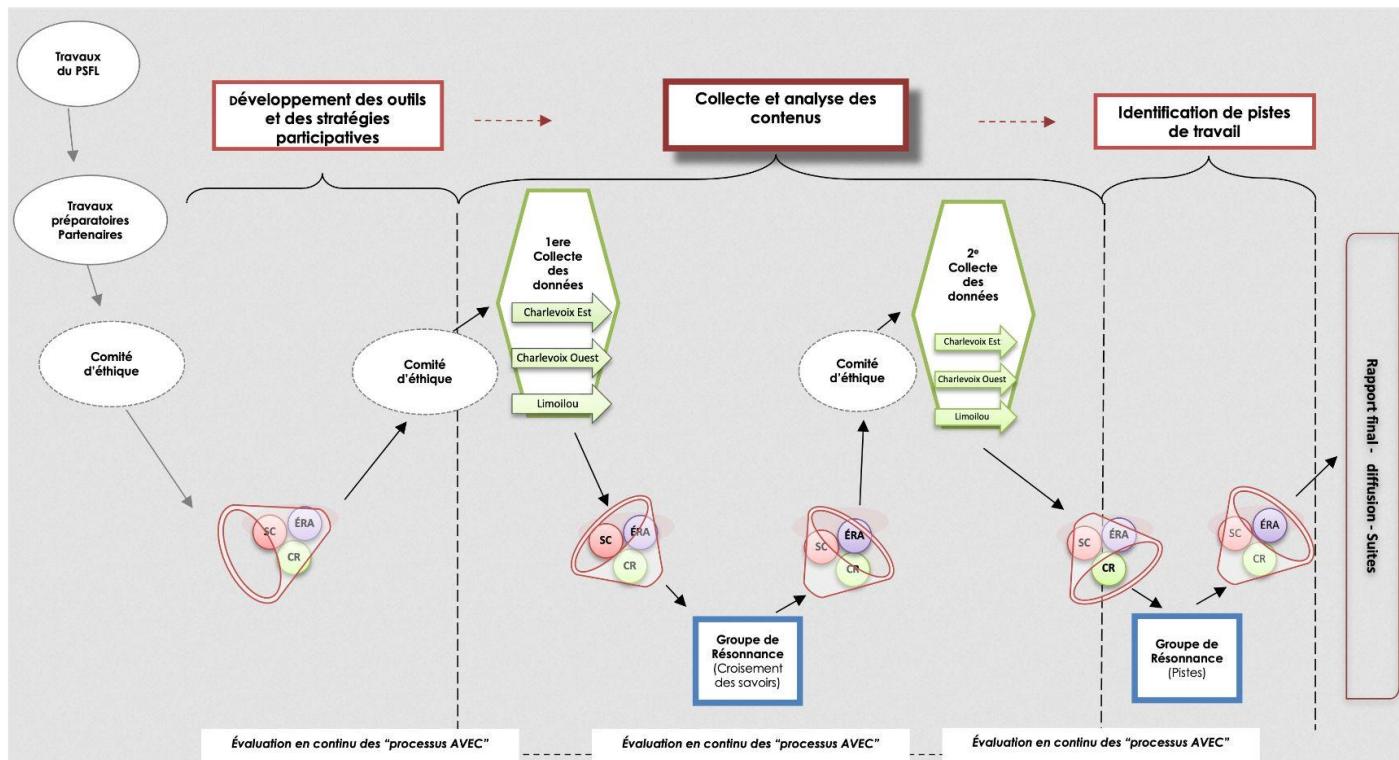


Figure 1. Le processus de recherche du projet VAATAVEC (Dupéré et al., 2014).

2.1. Mode d'organisation et de fonctionnement AVEC

Pour opérationnaliser ce projet, nous avons mis en place une structure de gouvernance reposant sur une série de principes et pratiques afin de soutenir l'appropriation du processus de recherche par les personnes vivant la pauvreté, d'assurer la reconnaissance et l'équilibre entre les divers types de savoir et de favoriser la prise de décision partagée.

Deux instances ont été créées : l'équipe de recherche AVEC (ÉRA) et le comité de recherche (CR) (Figure 2).

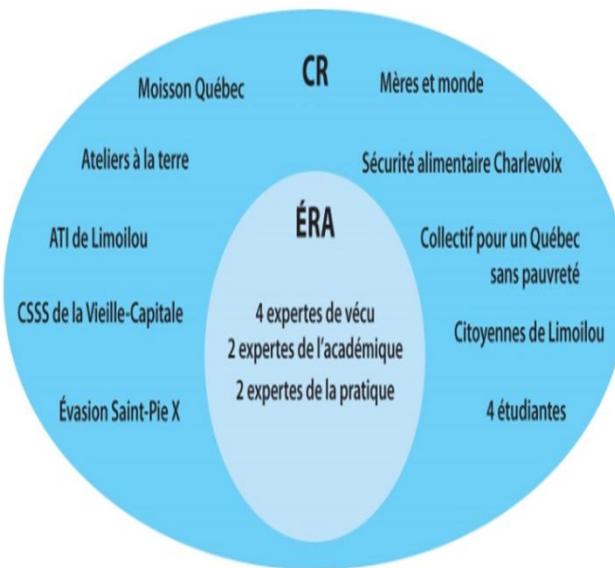


Figure 2. Les instances ÉRA et CR (Dupéré et al., 2014).

Au cœur du processus, l'équipe de recherche AVEC (ÉRA) était composée de quatre personnes en situation de pauvreté (expertes de vécu de pauvreté), de deux intervenantes (expertes de la pratique) et de deux chercheures (expertes académiques). Cette instance opérationnelle a été pensée comme la cheville ouvrière du projet. Les personnes en situation de pauvreté ont été recrutées à partir d'un bassin de parents ayant participé à un projet de recherche antérieur lié au Partenariat Solidarité Famille Limoilou⁵ et ayant signifié leur intérêt. L'une des intervenantes de l'ÉRA était une experte de la sécurité alimentaire. La seconde intervenante avait également la responsabilité de soutenir le AVEC par l'accompagnement des expertes de vécu de même que de veiller à l'application de ses principes dans les différentes instances du projet et lors des rencontres de travail. L'ÉRA a assuré l'élaboration des stratégies d'échantillonnage et de recrutement, le développement et la mise en œuvre des outils de collecte de données ainsi que la réalisation de l'analyse et de la diffusion des résultats. Près d'une centaine de rencontres d'une demi-journée a été tenue par l'ÉRA au cours du projet.

Le comité de recherche (CR), qui regroupait une vingtaine d'acteurs, était quant à lui l'instance décisionnelle du projet. Il regroupait les membres de l'ÉRA, un citoyen engagé, des expertes de la pratique (intervenantes et organisatrices communautaires, intervenants accompagnateurs des territoires de Charlevoix et Limoilou) et des expertes académiques⁶. Agissant à titre de comité de suivi pour l'ERA, le CR a permis d'alimenter la démarche de recherche. À l'aide d'une stratégie d'animation s'inspirant des croisements de savoirs, le CR a été un lieu où nous avons aussi réfléchi

⁵ Le rapport de recherche et les outils d'animation découlant des travaux du PSFL sont disponibles sur le site de Mères et Monde <http://meresetmonde.qc.ca/publications/recherches-etudes/>

⁶ Dans nos travaux nous référons souvent au terme d'expertise académique, certain.e.s chercheur.e.s détenteurs d'un doctorat associés à nos travaux oeuvrant hors des universités, dans les milieux gouvernementaux et communautaires (mouvements associatifs) ou à titre de chercheur.e autonom.e.

sur les processus méthodologiques préconisés, les savoirs générés par la recherche ainsi que les recommandations d'amélioration des services, des programmes et des politiques dans une perspective d'autonomie alimentaire pour tou.te.s. Développé et utilisé dans le domaine de la lutte à la pauvreté), le croisement de savoirs repose sur les postulats épistémologiques que toute personne détient potentiellement les moyens de comprendre et interpréter sa situation, et que les savoirs expérientiels des personnes en situation de pauvreté, les savoirs d'action et savoirs académiques peuvent s'éclairer réciproquement et se féconder [GRO 99] [CAR 17]. Le CR s'est réuni l'équivalent de trente rencontres d'une journée, tout au long du projet.

D'autres instances pour l'analyse collective des résultats de recherche ont aussi été créées dans chacun des territoires à l'étude. Nous les avons nommées « groupes de résonnance (GR) ». Ces GR regroupaient des membres de l'ÉRA et du CR, des acteurs clés provenant des milieux communautaires, décisionnels et agroalimentaires de chacun de ces territoires. En tout, plus d'une centaine de personnes provenant de 37 organisations ont participé à l'un de ces espaces.

2.2. Les espaces du AVEC dans le VAATAVEC, retour sur les droits

Tout au long du projet, nous avons cherché à être cohérent.e.s avec les principes de la RAP, tout en tenant compte des contraintes du projet (durée, financement, obligations institutionnelles), dans le développement des espaces de participation. Ces principes s'articulent autour de quatre droits : droits de produire, de parole, d'analyse et de Cité [GEL 12]. Nous avons ainsi assuré une présence active des personnes en situation de pauvreté aux espaces de gouvernance du projet (CR) et d'opérations (ERA). Les expertes de vécu ont été au cœur de la mise en forme des outils de collecte, du recrutement, de la collecte en elle-même, comme co-chercheuses à part entière (Droit de produire). Des espaces pour favoriser l'expression de leurs savoirs liés à leurs vécus de pauvreté ont été créés, leur permettant aussi de se soutenir entre elles dans la prise de paroles. Des espaces, co-crées par ces mêmes expertes, ont permis plus largement l'expression des participant.e.s à la recherche vivant aussi des situations de pauvreté et d'exclusion sociale (Droit de paroles). Nous avons cherché à favoriser la participation active des expertes de vécu à la création d'espaces de co-analyse. De nombreuses stratégies de co-analyse ont ainsi été déployées, s'inscrivant dans une pratique plus large de co-construction de (Droit d'analyse). Enfin, une attention marquée fut portée à coréaliser les activités de transfert et d'application des connaissances réalisées entre 2014 et 2021. La grande majorité de ces activités ont été préparées et dispensées par au moins trois membres du CR, habituellement une experte du vécu, une experte de la pratique et une experte académique (publications scientifiques dans des revues professionnelles et des journaux grand public, un rapport scientifique, un guide des pratiques AVEC, un portefolio, de nombreuses communications orales dans les colloques scientifiques et des cours à l'université et dans la communauté, des journées de formation et autres diffusions « informelles » faites par les membres du CR) (Droit de Cité).

2.3. Données utilisées pour documenter la participation

Cet article présente principalement les données recueillies dans le cadre de l'atteinte du 3^e objectif du projet, soit « documenter la portée du AVEC et de ses modalités (les outils, façons de faire et pratiques) dans le cadre de la démarche de recherche ». À cet effet, plusieurs sources ont été utilisées. À chaque rencontre de l'ERA, nous prenions un temps d'échange pour en évaluer le fonctionnement à l'aide d'un questionnaire. Quatre entretiens collectifs avec ses membres ont aussi été menés durant le projet, de même que des entretiens individuels et un entretien collectif avec les quatre expertes de vécu. De plus, deux entretiens collectifs d'une demi-journée sur le fonctionnement du AVEC ont aussi été réalisés, (à la mi-parcours et à la fin), auprès du CR. À la fin du projet, cette instance a décidé, sous l'impulsion d'expertes de vécu et de la pratique, de rédiger

un Guide des pratiques AVEC⁷, ce qui n'était pas prévu dans le projet. On retrouve dans ce guide une brève description de l'approche mise en place pour favoriser la participation à la recherche, ainsi que 31 pratiques utilisées pour placer l'expertise du vécu de pauvreté au cœur de projets de RAP et 17 outils pour faciliter l'accompagnement, l'animation, la prise de décision et l'évaluation d'un projet de RAP (Collectif VAATAVEC, 2014). Les différentes analyses collectives effectuées lorsque nous avons développé les activités de transfert et d'application de connaissances ont aussi été mises à contribution pour le présent article. Finalement, en vue de la préparation de cet article, une rencontre virtuelle a été réalisée en février 2021 avec les membres de l'ÉRA et 9 membres du CR afin de discuter, sept ans après la fin du projet, de la façon dont chaque membre a continué à faire évoluer les pratiques AVEC dans son propre milieu.

3. Défis rencontrés lors du projet face à la participation des personnes en situation de pauvreté et mesures mises en place pour les surmonter

Dans cette section, nous présentons les défis auxquels le comité de recherche – CR a été confronté lors de la mise en place d'une approche participative AVEC. Bien qu'il ait dû répondre à plusieurs défis, nous en présentons ici trois qui nous apparaissent centraux ainsi que les stratégies mises en œuvre pour y faire face [COL 14].

3.1. Défi 1 – Développer des liens de confiance et une vision commune AVEC et créer ainsi le « NOUS »

La méconnaissance du monde de la recherche académique ou la présence d'expériences antérieures négatives, des personnes ou des communautés en matière de recherche (voire en matière d'intervention), génèrent souvent des craintes, des appréhensions et de la méfiance face à un nouveau projet [CHR 08] [CAR 08] [SMI 12]. L'établissement de liens de confiance est ainsi reconnu par plusieurs équipes pratiquant la RAP comme une des pierres d'assise incontournables d'un projet [CHR 08] [CAR 08]. Par ailleurs, prendre le temps d'établir des liens de confiance et les nourrir à travers le projet fut l'un des éléments essentiels soulevés par les membres du CR à l'issue de l'analyse des données liées à l'objectif 3.

Dès la conception du projet en juillet 2011, et durant les quatre premiers mois de mise en œuvre (Juin - septembre 2012), les membres du CR ont pris le temps de partager leurs histoires personnelles et organisationnelles, en tentant de bien comprendre les raisons et motivations ayant amené chacun.e à se joindre au projet. Les expériences en lien avec l'autonomie et la sécurité alimentaire ont été partagées et les savoirs spécifiques, les talents et forces de chaque personne ont été identifiés. Les membres ont pris le temps d'échanger de façon transparente sur leurs attentes et de discuter de leurs convergences et divergences, tout en développant une vision commune pour le projet. Ce travail a permis de repérer certains obstacles et défis en matière de participation de tou.te.s et d'identifier des principes, des stratégies et des méthodes pour les surmonter. En voici quatre qui furent utilisés.

3.1.1. La rédaction d'une entente de partenariat

Guidés par les chercheures académiques, en s'inspirant notamment des travaux de Morin [MOR 92] et d'ententes rédigées dans le cadre de projets antérieurs, tous les membres du CR ont coécrit au début du projet une entente de collaboration d'une douzaine de pages. De nombreux outils d'éducation populaire, décrits dans le guide AVEC [COL 14], ont été utilisés pour ce faire, avec le souci de mettre en relief les savoirs de tou.te.s, en reconnaissant les enjeux de pouvoir, de rigueur, de pertinence. L'équivalent de cinq journées de travail collectif ont été consacrés à

⁷ Le guide de pratiques AVEC est disponible en annexe du rapport de recherche déposé sur le site des Fonds de recherche du Québec : <https://frq.gouv.qc.ca/histoire-et-rapport/vers-une-autonomie-alimentaire-pour-tous-agir-et-vivre-ensemble-le-changement-2/>

développer cette entente, à se l'approprier et à l'entériner. Tous les membres ont par la suite signé l'entente.

Dans cet accord de collaboration, les valeurs du projet ont été rendues explicites. Tou.te.s ont partagé leurs visions afin de s'entendre sur les finalités visées, dégager les grands principes de la RAP tels que la pleine reconnaissance de la légitimité des divers savoirs. Les détails du projet de recherche (objectif, méthodologie, calendrier, budget) ainsi que les responsabilités individuelles respectives et collectives y ont été décrits pour favoriser la compréhension par tou.te.s des termes et des paramètres d'engagement. Également, la structure de gouvernance et de fonctionnement du projet, les processus de prise de décision et les règles de résolution de conflits y ont été précisés. La propriété des données, le plan de diffusion des résultats, la signature des divers types de publications et l'ordre des auteur.e.s ont aussi été définis. Aborder ces éléments en début de projet a permis d'échanger sur l'enjeu des publications scientifiques dans la vie universitaire, habituellement inconnus, des détenteurs et productrices d'autres types de savoirs.

Tout en permettant de nommer certaines craintes et appréhensions, d'apprécier la diversité des points de vue, la rédaction de cette entente a aussi été l'occasion de réfléchir à ce qui unit les protagonistes et de développer des liens de confiance. Un sentiment d'unité et d'appartenance au groupe et au projet ont aussi émergé de ce travail fondateur.

Cette façon de faire fait écho à celle d'autres équipes de RAP qui reconnaissent l'importance de co-construire et de formaliser les ententes de partenariats, à travers par exemple les principes OCAP (*Ownership* [propriété], *Control* [contrôle], *Access* [accès] et *Protection* [protection]) développés par les communautés autochtones afin de décoloniser la recherche [FIR 14].

3.1.2. Le développement des connaissances et des capacités des membres de l'ÉRA et du CR

Les membres du CR avaient identifié au départ des besoins de connaissances pour que chaque personne puisse participer pleinement et s'approprier non seulement la démarche de recherche mais aussi les sujets de l'insécurité et de l'autonomie alimentaires. Il ne s'agissait pas ici de penser uniquement à des formations que les chercheur.e.s académiques pouvaient transmettre de façon unidirectionnelle aux autres membres du CR, mais plutôt de s'interroger sur ce que chacun.e avait besoin de maîtriser à chaque étape du projet, tout en favorisant le partage de connaissances entre membres. L'idée était de développer les capacités individuelles et collectives pour mieux travailler ensemble, à partir de chacun des types d'expertise autour de la table.

Des cinq formations envisagées au départ, nous en avons finalement organisé 17. Les expertes académiques (chercheuses ou étudiantes) ont couvert des sujets méthodologiques (recherche participative, recherche qualitative rigoureuse, stratégies d'échantillonnage et de recrutement, éthique de la recherche, rédaction d'articles scientifiques). Les expertes du vécu ont abordé des sujets plus expérientiels (leurs propres expériences de participation à d'autres recherches ou projets), notamment la façon dont elles avaient été recrutées et les éléments importants à tenir compte pour favoriser la participation de personnes exclues, leurs rapports vécus aux territoires (modes de vie, occupation des espaces, accès aux ressources alimentaires). Les expertes de la pratique ont de leur côté mené les formations portant sur d'autres aspects des territoires étudiés (gouvernance locale, dynamiques sociales, défavorisation sociale et matérielle, offre des services sociaux et communautaires) ainsi que sur les stratégies d'animation et la prise de notes. Nous avons aussi eu recours à des personnes externes consultantes pour bonifier les forces en présence (par exemple, la prise de parole en public). Des rencontres de l'ERA ont également été consacrées à outiller les expertes de vécu afin qu'elles puissent participer pleinement à titre de co-cheureuses à toutes les étapes de la recherche : recrutement, collecte, analyse, diffusion. Elles ont été formées à la maîtrise des outils informatiques (manutention, utilisation des courriels et du web, transfert et consultations de pièces jointes, utilisation de logiciels) afin qu'elles puissent participer pleinement aux réunions de travail du CR.

Ces formations ont aussi présenté leur lot d'enjeux et de défis si l'on se fie aux résultats de l'analyse : l'inconfort à constater que toutes les personnes ont besoin d'être outillées, même les expertes académiques ; relever que ces dernières ne sont pas les seules à détenir l'expertise méthodologique nécessaire au déploiement d'une RAP et qu'il est, par exemple, gagnant d'aborder les questions de la rigueur du point de vue de l'intervention sociale ou des participant.e.s à la recherche ; de reconnaître que toutes les personnes n'ont pas à participer « absolument » à toutes les étapes de gouvernance de la recherche, mesurant le danger d'une tyrannie d'une participation égalitaire. La participation peut être graduelle, certaines aptitudes se développent et se désectorialisent en cours de processus.

En plus de renforcer les compétences et capacités de l'ensemble des membres du CR pour une participation plus significative, les formations (et les discussions entourant celles-ci) ont définitivement aidé à la reconnaissance des savoirs et expertises de chacun.e et à développer les liens de confiance ainsi qu'une vision commune.

3.1.3. *L'exercice des chapeaux*

Un exercice qui a marqué plusieurs personnes et qui a aussi contribué de manière significative à établir le lien de confiance est celui des chapeaux. Il consiste à nommer et expliquer les différents chapeaux que l'on porte dans la vie, c'est-à-dire nos rôles comme parent, citoyen.ne, artiste, éducateur.trice, etc., en faisant ressortir pour chacun.e les responsabilités et savoirs particuliers associées. Suit un temps de partage en grand groupe où les divergences et convergences sont soulevées, ce qui amène à découvrir des liens entre les membres qui n'avaient pas été perçus, à révéler des talents, des facettes humaines méconnues, et contribuer ainsi à construire le « nous ».

Les objectifs sont non seulement d'apprendre à se connaître mais également à se défaire des étiquettes, des titres et des statuts attribués spontanément et d'identifier des points communs au-delà des catégories sociales usuelles. Pour les personnes en situation de pauvreté, montrer que leurs savoirs ne sont pas limités à celui de leur vécu de pauvreté était important. Ceci a permis de constater que certain.e.s portent des doubles chapeaux, comme celui d'avoir vécu la pauvreté et d'être une étudiante par exemple. Tout en ne niant pas les différences, lorsque l'on prend conscience des similarités présentes, de très précieuses connivences se créent qui se répercutent par la suite sur le fonctionnement du projet.

3.1.4. *L'importance des moments informels*

Enfin, un des éléments clés mentionné par les membres du projet ayant participé à l'activité rétrospective en février 2021 fut l'importance centrale des moments informels pour l'établissement de liens de confiance et d'apprentissage. Par exemple, à chaque CR, un repas collectif fut organisé, chacun.e apportant un plat s'il le souhaitait/pouvait et partageant leurs recettes. Lors des activités de collecte de données et de diffusion, les membres du CR faisaient du covoiturage et partageaient des hébergements communs dans un Couette et Café, réfléchissaient ensemble à bâtons rompus et apprenaient à se connaître. Et aussi, des moments clefs du projet furent célébrés de manière festive ou marqués significativement ou « rituellement », par exemple avec un cercle de paroles. Même les pauses fumeurs étaient des endroits où les liens continuaient à se tisser et où des bonnes idées pouvaient surgir. Dans les pratiques du Collectif pour un Québec sans pauvreté, il s'agit ici de l'art de tisser la pensée carrée (formelle, logique, axée sur la tâche) et la pensée ronde (intuitive, créative, sociale et solidaire)⁸. Cette attention portée à la pensée ronde doit aussi l'être dans les *espaces formels du projet*.

⁸ Source <https://www.engageplus.org/fr/approche-avec.asp>

© 2022 ISTE OpenScience – Published by ISTE Ltd. London, UK – openscience.fr

3.2. Défi 2 –Bien identifier les obstacles et les contraintes à la participation des personnes à faible revenu ou marginalisées et mettre en place les mesures requises

À partir de la littérature ainsi que de leurs expériences, les membres du CR étaient très conscient.e.s des différences de statuts entre les co-chercheur.e.s (expert.e.s académiques, de la pratique ou de vécu) et des attributs associés, qui peuvent façonner profondément la capacité de chacun.e à participer pleinement à une recherche. Ils étaient aussi déjà très sensibilisés aux défis à la participation fréquemment rencontrés par les personnes en situation de faible revenu. Ils ont néanmoins pris le temps de discuter de ce sujet dans le cadre spécifique de VAATAVEC, car les obstacles à la participation ne peuvent être transposés d'un projet à l'autre, ceux-ci découlant des particularités du contexte et des personnes impliquées.

Pour tenir compte de ces défis à la participation des personnes en situation de pauvreté, des stratégies ont été prévues dès le début du projet, tout en conservant une certaine marge de manœuvre, sachant très bien que les choses peuvent évoluer de manière imprévisible. Les chercheuses responsables du projet ont ainsi planifié et sécurisé des ressources humaines et financières, dans la mesure du budget limité et des nombreuses contraintes imposées par les institutions universitaires et comités d'éthique en matière de rémunération. Nous vous présentons ici quelques-unes de ces stratégies.

3.2.1. Une membre de l'équipe dédiée au AVEC

Une intervenante recrutée à cet effet avait la responsabilité formelle de soutenir la participation des personnes en situation de pauvreté dans les équipes (ÉRA et CR), ainsi que de veiller à la création d'espaces communs qui favorisent des rapports égalitaires et une pleine reconnaissance des savoirs de chacun.e, dans l'ensemble des activités du projet. Le cadre de référence pour ce faire fut celui du Développement du pouvoir d'agir [NIN 03] [LEB 12]. Cette intervenante tenait ainsi un rôle d'accompagnement dans le soutien à la prise de parole individuelle des expertes de vécu, notamment en les aidant à nommer et consolider leurs savoirs et à identifier leurs besoins, notamment en matière de formation. Elle avait également un rôle central dans le balisage de la réflexion collective lors de l'analyse des résultats. Elle veillait, par exemple, à relever les éléments clés d'une discussion afin de mettre en commun des expériences individuelles en vue de soutenir le passage du « je au nous », c'est-à-dire cet instant fugace où se réalise la prise de conscience qu'une personne n'est pas seule à vivre une expérience d'oppression; et ainsi explorer les motifs structurels de cette expérience collectivement partagée.

L'intervenante faisait également des suivis individuels auprès de chaque experte de vécu et, au besoin, tenait des rencontres en sous-groupe. Les personnes en situation de pauvreté et de marginalité n'ont généralement pas beaucoup d'espace pour réfléchir ensemble à leur expérience de vie, sans être jugées [ATD 06]. Il était important de résERVER ces moments pour consolider leurs connaissances et réfléchir entre-elles sur leur expérience, dans un espace sûr, en non-mixité afin d'exprimer leurs émotions dans la confidentialité, l'empathie et sans jugement [DUF 12].

3.2.2. Recherche d'équité dans les conditions de pratique de la recherche

La question financière et l'accès équitable à l'information et aux outils de communication et de travail ont aussi été pris en compte dans la démarche. Le projet prenait à sa charge les frais de transport et de garde d'enfants. Les personnes désignées pour organiser une activité s'assuraient de la disponibilité de nourriture pendant les réunions, afin de favoriser la présence de tout.e.s. Des ordinateurs portables ont été offerts aux expertes de vécu afin qu'elles puissent avoir un accès égal à l'information partagée, aux outils de travail et aux communications.

La situation sociale et économique des personnes marginalisées peut entraîner une exclusion sociale et une dévalorisation affectant profondément leur estime de soi [NIN 03] [REI 04]. Nous avons ainsi tenté de maximiser les possibilités pour les expertes de vécu de participer au projet, tout

en demeurant très sensibles à leurs désirs et à leurs contraintes. L'idée était de ne pas ajouter un fardeau supplémentaire aux personnes en situation de pauvreté : au fardeau d'assurer leur survie quotidienne pouvait aussi s'ajouter le sentiment d'être obligée de participer « pleinement » au projet de recherche [SAL 10] [REI 04]. À l'inverse, il ne fallait pas assumer qu'il leur serait impossible de participer vu la présence de contraintes. Un des moyens mis en place fut de permettre une participation à relais. Un système de « marrainage » pour les absents a ainsi permis de s'absenter de certaines rencontres tout en pouvant par la suite réintégrer le processus, facilement et en douceur. Une personne était chargée de faire le pont avec chaque absent et de s'assurer de la passation des informations et du maintien du lien et de l'insertion dans l'action. Une experte de vécu a fait ressortir, lors de l'activité rétrospective, à quel point elle avait apprécié la souplesse de pouvoir participer à distance à l'analyse des données alors qu'elle était au chevet d'un enfant malade hospitalisé.

3.2.3. Quelques autres mesures et stratégies

Dans le tableau 1 ci-dessous apparaissent certaines pratiques additionnelles que nous avons utilisées pour favoriser la participation des expertes de vécu et que nous avons colligées et détaillées dans le guide VAATAVEC.

Des pratiques pour favoriser l'expression des expertes de vécu et de savoirs diversifiés	<ul style="list-style-type: none"> • Co-préparer les ordres du jour et l'animation • Garder les choses simples et utiliser un langage accessible • Recourir aux images et laisser place aux émotions • Adapter le rythme (prévoir des moments de clarification; interrompre une rencontre le temps de clarifier un point; ne pas avoir peur de déroger au déroulement d'un ordre du jour)
Des pratiques pour faciliter la participation des expertes de vécu	<ul style="list-style-type: none"> • Avancer l'argent nécessaire (p.ex., le transport) plutôt que de rembourser • Choisir des lieux de rencontre accessibles (p.ex., transport en commun et adapté aux personnes à mobilité réduite) • Planifier des rencontres avec peu de points à discuter et identifier collectivement les points à prioriser • Concevoir un canevas pour la prise de note • Prévoir une prise de notes par deux personnes
Des pratiques pour faciliter l'animation	<ul style="list-style-type: none"> • Co-animation multi-expertises • Importance du « comment ça va? » en début de rencontre • Faire une animation dynamique et diversifiée • Faire une synthèse après chaque sujet à l'ordre du jour • Permettre des détours • Prioriser la prise de parole des expertes de vécu

Tableau 1. Autres pratiques tirées du Guide AVEC pour favoriser la participation.
(Collectif VAATAVEC, 2014).

3.3. Défi 3- Détecter les enjeux entourant les relations de pouvoir et se donner des balises

Si la question des priviléges et du pouvoir n'est pas analysée en début de projet, on peut naïvement s'imaginer être en présence d'égalité. Une attention considérable a été accordée dans la littérature par les universitaires féministes et les praticien.ne.s de la RAP [SAL 10] [REI 04] [PON 10] [WAL 19] au besoin d'une praxis autoréflexive au regard des inégalités sociales pour

éviter de les reproduire ou, du moins, pour les réduire. Quelques principes de cette praxis se retrouvent dans le tableau 2.

Dans cette foulée, les membres du CR, dans les résultats de l'analyse, ont fait ressortir l'importance de cette réflexion sur les relations de pouvoir pour atténuer la reproduction d'inégalités au sein de l'équipe et de s'arrêter sur les savoirs-être incontournables à cultiver tout au long de la démarche pour y arriver : humilité culturelle, transparence, respect et réflexivité. Nous partageons dans cette section quelques pratiques que les membres du CR ont jugé utiles pour faire face aux enjeux rencontrés entourant les relations de pouvoir entre eux notamment.

1.	Prise de conscience critique de la présence d'inégalités structurelles historiques, économiques et intersectionnelles (genre, racialisation, communautarisme, colonisations).
2.	Avoir une attitude et une pratique réflexives - reconnaître l'influence de ses propres valeurs et de son bagage conceptuel et culturel sur le contenu de la recherche.
3.	Prêter attention à la portée oppressive d'un certain langage universitaire et de la présence d'hierarchies et d'épistémologies dans l'univers de la recherche académique.
4	Une attention portée à la démocratie délibérative et à l'empowerment afin de mettre en place des cycles itératifs d'actions-réflexions dans la gouvernance.

Tableau 2. *Principes soutenant la réflexion sur les rapports de pouvoir [SAL 10] [REI 04] [PON 10] [WAL 19]*

3.3.1. Le développement d'un questionnaire et l'identification de moments d'évaluation réflexive individuelle et collective

Maintenir la vigilance et la réflexivité grâce à une évaluation et un dialogue, en continu, afin d'analyser la dynamique du pouvoir a été crucial. Une stratégie mixte d'évaluation a été conçue, où des pratiques, telles que des collectes de données individuelles et collectives, orales et écrites, avec des groupes mixtes et non mixtes, étaient cohérentes avec le souci de créer des espaces allouant une liberté de paroles. Un questionnaire d'auto-évaluation des pratiques participatives, à remplir après chaque rencontre du CR, a été développé. Le questionnaire visait à repérer les moments où la participation aurait pu être autre. Discuter et analyser ensemble des résultats lors de la rencontre subséquente a donné l'occasion aux personnes organisant les rencontres d'adapter ou de changer les façons de faire, d'une fois à l'autre. Il s'est avéré un outil réflexif permettant aux membres du CR d'être vigilant.e.s face aux inégalités épistémiques et aux rapports de pouvoir entre eux. Il comprenait des questions portant sur différents éléments à surveiller, par exemple, s'assurer que les personnes peuvent nommer ce qu'elles pensent, sans jugement des autres ; qu'elles ne s'auto-censurent pas ; que chaque personne soit entendue ; et que leur parole soit intégrée dans la réflexion. Les chercheures académiques ont notamment suggéré que le questionnaire d'évaluation s'inspire des critères éthiques et d'authenticité de Lincoln [LIN 95], propices au dialogue dans le cadre de recherches qualitatives compréhensives (notamment les critères d'authenticités éducative, catalytique et tactique).

3.3.2. L'utilisation d'outil d'éducation populaire pour faciliter une prise de conscience et discuter des relations de pouvoir entre les membres du CR

Lorsque les personnes chargées de l'organisation, de l'animation ou de l'accompagnement AVEC détectaient une tension, elles tentaient d'agir le plus rapidement possible soit à l'aide d'un suivi individualisé avec les personnes concernées ou encore par le biais d'un travail collectif à l'aide d'outils d'éducation populaire. Par exemple, l'outil « du bloc légo » [COL 14] fut utilisé lorsque un déséquilibre de la prise de parole entre les membres se révélait : à chaque fois qu'une personne prenait la parole, lors d'une réunion donnée, elle mettait un bloc légo devant elle ; et le groupe en

présence pouvait ainsi visuellement prendre le pouls de qui prenait la parole ou non. Ceci a permis d'auto réguler la prise de parole et de passer métaphoriquement le bâton de paroles. L'idée n'était pas tant de forcer la prise de parole, que de prendre chacun.e conscience de la teneur de sa participation. Ce fut un excellent outil visuel qui a favorisé l'autoréflexion et des discussions entre les parties prenantes.

3.3.3. *La co-préparation et la co-animation*

Dans la littérature, on évoque souvent les défis de composer avec les différents rythmes, tous n'ayant pas le même rapport aux temps et à l'action, ainsi que les différences de cultures, de niveaux de langage, de connaissances et d'intérêts individuels [CAR 08]. Une des stratégies clé développée pour favoriser le dialogue, a été la planification et la co-animation à trois expertises (académique, pratique et du vécu). Cette co-préparation, permettait à chaque co-animateur de tenir compte de la réalité de leurs pairs et de partager leurs observations et postures. Ceci a amené le CR à préserver un meilleur équilibre des contenus, de la parole et du pouvoir, en réfléchissant au choix des contenus, au format des réunions, aux stratégies d'animation, aux supports non écrits à mobiliser via l'utilisation d'images ou d'outils d'éducation populaire [COL 14].

3.3.4. *Mise en valeur des savoirs expérientiels des personnes en situation de pauvreté tout au long de la gouvernance du projet de recherche*

Soutenir et valoriser l'expression des voix les plus marginales est demeuré une préoccupation centrale, lors de la gouvernance, mais également lors des processus de collecte des données, d'analyse collective et de diffusion. Nous inspirant de stratégies propres au Carrefour de savoirs notamment, nous avons fait appel à des outils concrets tels la « Bulle » du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Une « bulle » est un phylactère⁹ qui met en valeur une idée, une réflexion ou un constat formulé par une personne vivant en situation de pauvreté dans une rencontre, et qu'on appose sur un mur. Nous avons aussi réfléchi avec les expertes de vécu aux manières significatives pour elles de diffuser les connaissances produites dans le cadre du projet de recherche. D'ailleurs elles ont été impliquées dans toutes les activités de diffusion du projet et elles ont mené seules certaines de ces activités. L'une d'elles a ainsi eu l'idée de produire un portefolio pour documenter la démarche de recherche et colliger « autrement » certains résultats et retombées du projet, notamment à l'aide de photos, de bulles, d'artefacts. Réalisé sous son leadership, ce fût une manière de reconnaître l'expression artistique et des témoignages recueillis tout au long du projet. Lors des activités de diffusion, ce portfolio a d'ailleurs souvent attiré plus d'attention que les activités classiques de diffusion académique des résultats. Tel que souligné par Godrie et al. [GOD 20], des membres de groupes communautaires ont argué que permettre l'accès aux savoirs produits sous d'autres formats que de rapports volumineux de recherche, par exemple, sous la forme de vidéos, de récits, de témoignages ou de photos prises durant les projets - constitue une pratique favorisant la justice épistémique.

4. Discussion

L'objectif de notre article était d'aborder les défis et les principes pour soutenir la participation des personnes à faible revenu et marginalisées aux espaces de gouvernance et de production de recherches action participatives (RAP) à partir d'une expérience concrète : celle d'une recherche-action participative portant sur l'autonomie alimentaire.

À notre connaissance, peu d'équipes de recherche participative ont documenté leurs stratégies et leurs pratiques concrètes pour soutenir la participation de personnes en situation de pauvreté à la gouvernance de leur projet, en incluant la perspective des premières concernées [ALD 15]

⁹ À l'image des bulles de bandes-dessinées, reproduction d'une bulle agrandie, vide au départ puis remplie par l'équipe d'animation d'une parole forte ou métaphore entendue.

[SAN 17]. Cet exercice de réflexivité a d'ailleurs mené les membres du CR à souhaiter rédiger un Guide de ces principes et pratiques AVEC afin de les faire connaître [COL 14].

Nous nous sommes arrêtées dans cet article particulièrement aux défis et principes de gouvernance AVEC liés à la création du « Nous », au soutien à la participation des personnes en situation de pauvreté ainsi qu'à la considération des enjeux de pouvoirs, bien que d'autres aient été identifiés lors de l'analyse des résultats. Nous souhaitions décrire les stratégies et outils développés pour relever chacun de ces trois défis, en nous appuyant sur des exemples concrets, et des idées puisées à même ce Guide AVEC.

En février 2021, une rencontre a été organisée entre d'anciennes membres du CR ou d'organisations alors associées au projet, dont trois expertes de vécu, afin de discuter du contenu du présent article et de faire un suivi des retombées du projet de recherche VAATAVEC.

Cette rencontre a d'abord permis de mettre en lumière le fait que plusieurs acteurs des milieux non académiques et académiques au Québec se réfèrent au Guide, encore aujourd'hui : depuis leur mise en ligne, les publications du projet VAATAVEC ont été téléchargées plus de 3500 fois du seul site web du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Nous avons aussi constaté à quel point il a représenté un jalon important dans le parcours des chercheures et praticiennes de la RAP y ayant participé et à quel point il résonne significativement, encore aujourd'hui, dans nos pratiques. L'ensemble des personnes présentes à la rencontre a rapporté avoir déployé plusieurs des stratégies exposées dans cet article et dans le guide AVEC, de multiples fois, et dans de nouveaux contextes (projets de recherche participative, projets d'intervention, tables de concertation, mobilisations) depuis la fin du projet. Toutes considéraient que les pratiques et stratégies développées dans le cadre du projet VAATAVEC sont facilement adaptables à d'autres contextes, indiquant un fort potentiel de transférabilité. Les participantes à la rencontre reconnaissaient toutefois que les stratégies et pratiques étaient souvent intégrées à des degrés d'intensité moindres que celle du projet de recherche VAATAVEC. Certaines ont également soulevé des inquiétudes liées à la façon dont les outils, pratiques et stratégies ont été utilisés dans d'autres projets. Dans certains cas, des outils tirés du projet ont été mobilisés, mais sans adopter pleinement les principes, les postures et valeurs sous-jacentes au principe AVEC, menant à un déploiement qu'elles ont qualifié de « superficiel » et « d'instrumental ». Dans d'autres cas, l'utilisation des stratégies et outils s'est parfois avérée insuffisante pour surmonter les défis présentés dans cet article, en l'absence de compréhension des principes sous-jacents, notamment en matière de gouvernance. Par exemple, lors de la rédaction d'une entente de partenariat dans le cadre d'un projet de recherche participative, une méfiance importante est demeurée entre les acteurs et ce, malgré les stratégies mises en place et le temps investi. Des différences fondamentales sur le plan des positionnements épistémiques et des valeurs (parfois inconscientes) ont sérieusement miné la réalisation du projet et limité la participation d'expert.e.s de vécu à sa gouvernance. Un défi demeure donc l'appropriation des principes, au-delà de l'utilisation des outils développés.

Lors de cette rencontre, certaines ont regretté que nous n'ayons pas publié de synthèse du guide ou encore une version audio qui auraient pu faciliter l'intégration dans les pratiques. D'autres encore ont relevé que certains termes (tels qu' « expert.e de vécu ») et concepts auraient gagné à être explicités ou encore que des moments clefs de l'expérience auraient gagné à être détaillés, dont les processus de co-analyse et de co-diffusion. Demeure donc un bon nombre de questions à explorer, en matière de gouvernance, mais aussi au-delà. Voici quelques pistes, parmi d'autres.

4.1. L'intérêt de nommer, diffuser et faire évoluer les pratiques AVEC dans la gouvernance des projets RAP

Sept ans après la fin du projet, les membres du CR utilisent encore les principes, stratégies et pratiques déployés dans la gouvernance de ce projet et présentés dans le Guide AVEC. Une des

forces du projet fut certainement d'avoir analysé et documenté des façons de faire et corédigé le guide. Mais ces pratiques évoluent et de nouvelles questions émergent. Par exemple, l'utilisation de l'expression « expert.e de vécu » est souvent mal comprise et soulève des réactions variées. Expert.e de quel vécu ? Pourquoi l'utiliser ? Nous avions le souci, dans le cadre de notre réflexion sur les enjeux de pouvoir, de mettre en lumière que tous les co-chercheur.e.s s'appuient sur une expertise, que celle-ci soit académique (théorique ou empirique), d'intervention (pratique ou scolaire) ou de vécu de la pauvreté (expérientielle, réflexive, conscientisante ou livresque). Quelles sont ces expertises de vécu ? Tel que l'ont souligné notamment Godrie et al. [GOD 20], il y a parfois une tendance à individualiser la participation des personnes, à la centrer sur des expériences strictement personnelles, à l'essentialiser ou encore à « romantiser » le savoir de certains groupes. Au-delà de la singularité de l'expérience personnelle, comment cette expertise prend-elle forme ? Quels sont les signes et critères de rigueur propres à cette expertise ? Quels en sont la signature et l'apport ? Ici tout un champ d'exploration AVEC de la nature de cette expertise et de sa contribution à la gouvernance, au-delà de la compréhension de la pauvreté ou de l'exclusion est à poursuivre. Documenter, illustrer, vulgariser cette expertise AVEC, baliser ses forces et faiblesses est une opération nécessaire.

4.2. Dialoguer sur les conditions institutionnelles de la participation des personnes en situation de pauvreté

Réaliser la gouvernance d'une RAP AVEC demande sans contredit de l'énergie, de l'engagement, des ressources. Elle demande aussi de baliser et faire reconnaître les spécificités de ces approches auprès des bailleurs de fonds, des partenaires institutionnels, des décanats à la recherche et des comités éthiques en milieu de pratique et académique. De nombreux enjeux doivent ici être explorés : le soutien de la participation des personnes vivant des situations de pauvreté en amont (développement du projet) et en aval (diffusion et développement d'un programme de recherche) d'un projet *stricto sensu* ; la tenue en compte dans les politiques de la souplesse nécessaire à la co-construction et la cogestion et la part d'indéfinis qui y est associée ; le balisage du statut de co-chercheur.e et en quoi il diffère de celui de participant.e à la recherche; la nature de la rémunération et de la reconnaissance de l'expertise, tenant compte par exemple des contraintes des programmes d'aide sociale; les enjeux de participation au partage de connaissances dont l'accès réservé aux revues scientifiques, la difficile reconnaissance des acteurs non académiques par les comités d'édition et organisateurs de colloques scientifiques. Il nous faut poursuivre les espaces de dialogue avec les services aux collectivités, les organismes subventionnaires, les instances universitaires, les associations et les revues scientifiques, les partenaires institutionnels. Ce travail est amorcé, et porte, peu à peu, ses fruits.

4.3. Comprendre la portée de la participation et soutenir les personnes expertes de vécu pendant et après les projets

Les expériences de participation à la gouvernance d'une RAP donnent le goût aux personnes expertes du vécu de la pauvreté de participer au déploiement d'autres recherches et activités et permet de développer la confiance pour s'exprimer dans d'autres contextes. Les compétences développées dans les espaces de cogestion et de coproduction de la RAP (organisation, prise de parole, animation de groupe, etc.) peuvent être déployées dans un nouvel emploi ou un engagement citoyen. Certain.e.s auteur.e.s présentent ainsi que la RAP dans lesquels sont activement impliquées les personnes en situation de pauvreté puisse aussi constituer une forme d'intervention [GEL 22] ou une façon de faire du développement communautaire dans une visée de transformation sociale, dans un contexte où la nouvelle gestion publique, propre au néolibéralisme, instrumentalise l'offre de services [SAL 10].

Plusieurs expertes de vécu de la pauvreté ont nommé avec émotion, le vide ressenti à la fin de la RAP illustrée dans ce projet : la perte notamment de ces espaces à la fois d'engagement et de reconnaissance de leur intelligence. Certaines arrivent à s'engager dans d'autres RAP, formations ou

autres espaces d'engagements citoyens AVEC. «L'après» projet gagne à être soigneusement planifié.

Ces impacts positifs et négatifs de la RAP, notamment de leurs espaces de gouvernance AVEC, devraient être mieux documentés et partagés. Un souci doit aussi être apporté aux moyens de faire officiellement reconnaître les apprentissages réalisés. Notre expérience nous amène à réaliser l'importance de créer des espaces dédiés aux personnes expertes de vécu qui œuvrent sur des projets de recherche à titre de co-chercheurs mais aussi sur des tables de concertation et autres lieux où elles sont appelées à siéger de par l'expertise qu'elles ont consolidée. Se regrouper, s'allier, conforter leurs expertises dans de telles communautés de pratique s'avèrent nécessaire, dans des environnements où elles sont souvent seules face à d'autres acteurs, qui sont, eux, réseautés et soutenus par leur milieu professionnel qu'il soit académique, institutionnel ou associatif (aussi dénommé communautaire au Québec).

4.4. Enfin mieux comprendre et approfondir ce qui est à l'œuvre

Enfin, demeure la nécessité de développer un regard critique sur ce qui est à l'œuvre et en quoi, le AVEC et la RAP contribuent ou non, à une plus grande justice épistémique et à quelles conditions. Les enjeux de la participation des personnes en situation de pauvreté sont complexes, louvoyant entre instrumentalisation, politisation, et apport incontestable à une compréhension plus fine des situations de pauvreté, en passant par une agentivité¹⁰ en tant que citoyen engagé et critique à la gouvernance. Encore faut-il trouver les justes termes de cette participation.

« Les "sans-voix" n'existent pas vraiment. Il n'y a que ceux qui sont délibérément réduits au silence ou ceux que, sciemment, on n'écoute pas. » Arundhati Roy

5. Conclusion

Dans cet article, nous avons décrit trois défis significatifs rencontrés dans le cadre d'un projet de RAP sur l'autonomie alimentaire pour soutenir la participation des personnes en situation de pauvreté à la gouvernance partagée de ce projet : la création de liens de confiance et le développement d'une vision commune, l'identification de contraintes à la participation des personnes en situation de pauvreté ainsi que la tenue en compte des relations de pouvoir. Nous avons présenté des stratégies d'action et des outils que nous avons développés pour relever chacun de ces défis tels la rédaction d'une entente de partenariat, la présence d'une membre dédiée au AVEC, la co-préparation et la co-animation et l'intérêt d'une stratégie d'évaluation réflexive individuelle et collective. Ces outils et stratégies AVEC découlent de réflexions collectives portées par les instances de gouvernance du projet et ont été consignés dans un guide co-développé en 2014. Le principal apport / intérêt de cet article se situe sur ce plan. En effet, peu d'équipes engagées en recherche-action participative ont documenté leurs stratégies et leurs pratiques concrètes pour soutenir la participation de personnes en situation de pauvreté à la gouvernance partagée de leur projet, en incluant la perspective des premières concernées.

Remerciements

Nous aimeraisons remercier les membres du Collectif VAATAVEC qui se sont régulièrement rencontrés de mai 2011 à la fin décembre 2015 ainsi que les personnes qui ont participé aux séances d'analyse collective qui ont eu lieu à l'hiver 2021, pour la préparation de cet article (Adam, G., Côté, M., Dufour, É., Gagnon J., Labrie, M., Landry, É., Roy, M., Wright, J.S.). Nous remercions également le FRQSC pour le financement accordé pour la réalisation du projet de recherche.

¹⁰ Sur la notion d'agentivité voir notamment les écrits de A. Bandura [BAN 89].

© 2022 ISTE OpenScience – Published by ISTE Ltd. London, UK – openscience.fr

Bibliographie

- [ALD 15] ALDRIDGE J, *Participatory Research: Working with Vulnerable Groups in Research and Practice*. Policy Press, Londres, 2015.
- [ATD 06] ATD QUART MONDE, *Charte du croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale*, ATD Quart Monde, Vauréal, France, 2006.
- [ATD 12] ATD FOURTH WORLD, *Extreme Poverty is Violence. Breaking the Silence, Searching for Peace. A Participatory Research-Action Project about the Relationship between Extreme Poverty, Violence and Peace*, Atd Quart Monde, Vauréal, France, 2012.
- [BAN 89] BANDURA, A, «Human Agency in Social Cognitive Theory». *American Psychologist*, 10, 1989.
- [BON 14] BONEVSKI B., RANDELL M., PAUL C., CHAPMAN K., TWYMAN L., BRYANT J., HUGHES, C, «Reaching the hard-to-reach: a systematic review of strategies for improving health and medical research with socially disadvantaged groups». *BMC Medical Research Methodology*, 14(1), 2014.
- [BEN 04] BENNET F., ROBERTS M., *From input to influence: Participatory approaches to research and inquiry into poverty*. Joseph Rowntree Foundation, York, 2004.
- [CAR 08] CARGO M., MERCER S. L., «The value and challenges of participatory research: strengthening its practice». *Annual Review of Public Health*, 29, 325–50, 2008.
- [CAR 17] CARREL M., LOIGNON C., BOYER S., DELAAT M., «Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté. Retours sur la recherche ÉQUISANTÉ au Québec », *Sociologie et Sociétés*, 49(1), 2017.
- [CHA 06] CHAMBERS R., « Cartographie participative et systèmes d'information géographique : à qui appartient les cartes ? Qui en ressort renforcé, qui en ressort affaibli ? Qui gagne et qui perd ?» *Electronic Journal on Information Systems in Developing Countries*, 25(2), 1-14, 2006.
- [CHR 08] CHRISTOPHER S, WATTS V, MCCORMICK AK, YOUNG S., « Building and maintaining trust in a community-based participatory research partnership». *American Journal of Public Health*, 98(8), 2008.
- [COL 14] COLLECTIF VAATAVEC: ADAM, G., CÔTÉ, M., DUFOUR, É., DUMAS, A., DUPÉRÉ, S. GAGNON, J., GÉLINEAU, L., LABRIE, M., MOREAU, C., AUBIN, B., BÉLISLE, M., BOURQUE-BOULIANNE, M., GROULX, É., LABARTHE, J., LANDRY, É., LEPAGE-GOUIN, T., MERCURE, I., ROY, M. & SIMARD, G.. L'AVEC, pour faire ensemble. Un guide de pratiques, de réflexions et d'outils. FRQSC (Programme Actions concertées), QUÉBEC, 80 p. 2014.
- [DUF 12] DUFOUR É., GELINEAU L. «La recherche-action participative, une voix/voie pour la conscientisation? L'expérience de Solidarité Familles Limoilou et le droit à une (saine) alimentation. Dans AMPLEMANN G., DENIS L, DESGAGNE, JY (dir). *Théorie et pratique de conscientisation au Québec*. Presses de l'Université du Québec, Québec 67-194, 2012.
- [DUP 14] DUPERE S., GELINEAU L., ADAM G., COTE M., DUFOUR É., DUMAS A., GAGNON J., LABRIE M., MOREAU C., AUBIN B., BELISLE M., BOURQUE-BOULIANNE, M., GROULX É., LABARTHE J., LANDRY É., LEPAGE-GOUIN T., MERCURE, I., ROY M. ET SIMARD G. (2014). Vers une autonomie alimentaire pour touTEs: Agir et vivre ensemble le changement (AVEC). FRQSC (Programme Actions concertées), Québec, 2014.
- [FAL 91] FALS-BORDA, O., RAHMAN, MA. *Action and Knowledge : Breaking the Monopoly with Participatory Action Research*. Rowman & Littlefield Publishers, Lanham, 1991.
- [FRE 73] FREIRE P.,«Research methods: excerpts from a seminar conducted at the Institute of Adult Education». Communication présentée à Dar es Salaam, Institute of Adult Education, University of Dar es Salaam. 1973
- [FRE 82] FREIRE P., «Creating alternative research methods: Learning to do it by doing it », dans : HALL B., GILLETTE A., TANDON R. (dir.), *Creating Knowledge: A research monopoly? Participatory research in development*, Society for Participatory Research in Asia, New Delhi, 29-37, 1982.
- [FIR 14] FIRST NATIONS INFORMATION GOVERNANCE CENTRE, Ownership, Control, Access and Possession (OCAP™): The path to First Nations information governance, First Nations information governance Centre, Akwesasne, Ontario, 2014.
- [GEL 12] GELINEAU L., DUFOUR É. ET BELISLE M. «Quand recherche-action participative et pratiques AVEC se conjuguent : enjeux de définition et d'équilibre des savoirs», *Recherches qualitatives*, Hors-série 13, 35-54, 2012.

- [GEL 22] GELINEAU L., DUPÉRÉ S., GAGNON M.J., GILBERT L., BERNIER I., BOUCHARD N., RICHARD J., DESHAIES M.H., «The birth of a Community of practice in Quebec to support community organizers leading PAR research as a tool for community development: what it teaches us» dans SROECKER R. & FALCON A (dir.). *Handbook on participatory action research and community development*. Edward Elgar Publishing, Cheltenham, UK, 2022.
- [GOD 20] GODRIE B., BOUCHER M., BISSONETTE S., CHAPUT P., FLORES J., DUPERE S., GELINEAU L., PIROU F., BANDINI A. «Injustices épistémiques et recherche participative: un agenda de recherche à la croisée de l'université et des communautés». *International Journal of Community Research and Engagement*, 13:1, 2020.
- [GRO 99] GROUPE DE RECHERCHE QUARTMONDE-UNIVERSITE, Le croisement des savoirs. Quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble, *Éditions Quart Monde*, Paris, 1999.
- [HAL 17] HALL B., TANDON R., «Decolonization of knowledge, epistemicide, participatory research and higher education», *Research for All*, 1(1), 2017.
- [HUM 78] HUMBERT, C, MERLO, J, *L'enquête conscientisante*, L'Harmattan, Paris, 1978.
- [JAG 12] JAGOSH J., MAUCALAY A. C., PLUYE P., SALSBURG J., BUSH P. L., HENDERSON J., SIRETT E., WONG G., CARGO M., HERBERT C. P., SEIFER S. D., GREEN L. W. GREENHALGH T. «Uncovering the Benefits of Participatory Research: Implications of a Realist Review for Health Research and Practice», *The Milbank Quarterly*, 90, 2012.
- [LEB 12] LEBOSSÉ Y. *Sortir de l'impuissance. Invitation à soutenir le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités*. Éditions Ardis, Québec, 2012.
- [LIN 95] LINCOLN Y. S., «Emerging Criteria for Quality in Qualitative and Interpretive Research», *Qualitative Inquiry*, 1, 1995.
- [LOI 18] LOIGNON C., DUPERE S., GODRIE B., LEBLANC C., «Dés-élitiser» la recherche pour favoriser l'équité en santé. Les recherches participatives avec des publics en situation de pauvreté en santé publique». *Éthique Publique*, 20 (2), 2018.
- [MAG 87] MAGUIRE, P, Doing Participatory Research : a Feminist Approach. *Amherst, University of Massachusetts, School of Education, Center for International Education*, Boston, 1987.
- [MOR 92] MORIN A, «Recherche-action intégrale et participation coopérative», *Revue des sciences de l'éducation*, 19(3), 1992.
- [NIN 03] NINACS W. A. Empowerment: cadre conceptuel et outil d'évaluation de l'intervention sociale et communautaire. La coopérative de consultation en développement; *La Clé*, Trois-Rivières, 2003.
- [PAI 12] PAILLE, P., MUCCHIELI, A., *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (3e éd.). Armand Colin, Paris, 2012.
- [PON 10] PONIC P, FRISBY W., «Unpacking Assumptions About Inclusion in Community-Based Health Promotion: Perspectives of Women Living in Poverty», *Qualitative Health Research*, 20(11):1519-1531, 2010.
- [REA 01] REASON,P, BRADBURY, H., *Handbook of action research: Participative inquiry and practice*, SAGE, London, 2001.
- [REI 04] REID, C., *The wounds of exclusion: Poverty, women's health, and social justice*. Qualitative Institute Press, Edmonton AB: , 2004.
- [SAL 10] SALMON A., BROWNE A.J., PEDERSON A. «Now we call it research': participatory health research involving marginalized women who use drugs». *Nursing Inquiry*, 17(4), 2010.
- [SAN 17] SANDERS J, MUNFORD R., «Hidden in Plain View: Finding and Enhancing the Participation of Marginalized Young People in Research», *International Journal of Qualitative Methods*, 16: 1-12, 2017.
- [SHI 99] SHIVA V, MIES M., *Ecoféminisme*, L'harmattan, Paris, 1999.
- [SMI 12] SMITH L., Decolonizing methodologies: Research and Indigenous peoples. *Zed Books*, London, 2012.
- [TIE 16] TIERNEY E, MCEVOY R, O'REILLY-DE-BRUN M, DE BRUN T, OKONKWO E, ROONEY M, DOWRICK C, ROGERS A, MACFARLANE A, «A critical analysis of the implementation of service user involvement in primary care research and health service development using normalization process theory», *Health Expect.*, Jun;19(3):501-15, 2016.
- [VIS 16] VISVANATHAN S., «La quête de justice cognitive (The Search for Cognitive Justice, 2009)». dans PIROU F, REGULUS M., MADIBA, M.S.D. *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*. Éditions science et bien commun, Québec, 2016.

[WAL 18] WALLERSTEIN N, DURAN B., OETZEL J.G., MINKLER, M. *Community Based Participatory Research for Health: Advancing Social and Health Equity*, Jossey-Bass, San Francisco, 2018.

[WAL 19] WALLERSTEIN N., MUHAMMAD M., SANCHEZ-YOUNGMAN S., RODRIGUEZ ESPINOSA P., AVILA M., BAKER E. A., BARNETT S., BELONE L., GOLUB M, LUCERO J, MAHDI I, NOYES E, NGUYEN T, ROUBIDEAUX Y, SIGO R, DURAN B., «Power Dynamics in Community-Based Participatory Research: A Multiple-Case Study Analysis of Partnering Contexts, Histories, and Practices», *Health Education & Behavior*, 46(1_suppl):19S-32S, 2019.

[WRE 07] WRESINSKI, J., «Échec à la misère», dans QUART-MONDE (dir.). *Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*. Cerf/Quart-monde, Paris, 67-109, 2007.